

Annexe A

Questions qui pourraient être soulevées dans le cadre de débats sur un instrument multilatéral relatif à la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale.

Conservation de l'océan

- Quels sont les outils de gestion de la conservation les plus appropriés qui aideraient les nations océaniques à atteindre leurs objectifs de gestion durable et de conservation des ressources marines ?
- Est-il possible de reproduire des modèles régionaux existants tels que l'Initiative du Triangle de corail pour résoudre le problème de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale ?
- Existe-t-il des outils de gestion par zone à privilégier pour protéger une zone située au-delà de la juridiction nationale ?
- Quels sont les critères scientifiques et lignes directrices existants qui pourraient être appliqués à des zones situées au-delà de la juridiction nationale ? Les nations océaniques, par exemple, pourraient-elles s'appuyer sur le cadre relatif aux aires d'importance écologique ou biologique, préconisée par la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, ou sur les directives de l'OMI relatives à l'aménagement d'aires marines particulièrement sensibles ? Existe-t-il d'autres documents utiles ?
- Sur quel type d'approche des études d'impact environnemental et stratégique les nations océaniques souhaiteraient-elles voir un instrument international s'appuyer ?
- Quelles sont les lacunes précises dans les mesures actuelles relatives aux études d'impact sur l'environnement que les nations océaniques considèrent comme les plus urgentes à combler ?
- Comment un instrument multilatéral pourrait-il renforcer et promouvoir la conservation des espèces marines ?
- Quels seraient les recoupements entre un accord d'exécution et d'autres conventions portant sur des régions ou des espèces marines particulières, par exemple la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, la Convention sur les espèces migratrices, la Convention sur la conservation du thon rouge du Sud, la Convention sur la conservation et la gestion des stocks de poissons grands migrateurs du Pacifique occidental et central ?

Transport

- Quelles pourraient être les incidences sur les routes de navigation du renforcement de la réglementation des zones situées au-delà de la juridiction nationale ?
- Un instrument pourrait-il avoir une incidence sur la compétitivité commerciale internationale des nations océaniques ?

Ressources génétiques marines

- Quels sont les intérêts des nations océaniques à préserver concernant les ressources génétiques marines de la haute mer et des fonds marins internationaux ?
- Le régime APA (accès et partage des avantages) prévu par le Protocole de Nagoya à la Convention sur la diversité biologique fournit un modèle utile : pourrait-il être adapté à la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale ? Quels autres modèles d'accès et de partage des avantages pourraient être appropriés ?

Recherche scientifique, transfert de technologie et renforcement des capacités

- Quelles sont les possibilités offertes par un accord multilatéral en ce qui concerne :
 - l'amélioration de la collecte de données et de la recherche,
 - l'amélioration de l'accès aux données, de la recherche et de la technologie marine,
 - le renforcement des capacités
- et comment pourraient-elles profiter aux nations océaniques ?

Droit international et modalités de gouvernance actuelles

- Quelles seraient les interactions de cet instrument et des cadres de gestion et conservation existants, couvrant les zones situées au-delà de la juridiction nationale, par exemple l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons (ANUP) et la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ?
- Quels sont les autres forums et institutions – notamment des forums régionaux – qui se penchent sur les questions relatives à la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale et sur les risques et les chances associés ?
- Quels sont les principaux intérêts actuels, ainsi que les droits et obligations des nations océaniques découlant du droit international qui pourraient être affectés par un instrument ?

Pêche

- Quels seraient les recoupements entre un éventuel accord d'exécution relatif à la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale et les accords et dispositions en vigueur concernant la pêche ?
- Comment utiliser les forums régionaux pour renforcer les capacités dans les disciplines halieutiques dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale ?
- Quels sont les avantages à long terme d'outils de gestion par zone en haute mer pour la pêche durable ?
- Quelles sont les principales parties prenantes océaniques que nous devrions faire participer aux débats sur les intérêts des îles du Pacifique en matière de biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale, par exemple le Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) ?

Exploitation minière des fonds marins

- Quelles sont les menaces et les chances que présente l'exploitation minière ?
- Quelles seraient les modalités d'utilisation d'un nouvel instrument international par l'Autorité internationale des fonds marins ?